

« Le regard des Français sur la représentation politique »

Sondage Harris Interactive pour l'émission « Place aux idées »

Enquête réalisée en ligne du 12 au 14 mars 2013. Echantillon de 1626 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

L'Institut Montaigne et Tilder proposent chaque mois un grand débat sur une question sociétale au sein de leur émission « Place aux idées ». Celle-ci est diffusée sur la chaîne parlementaire (LCP-AN).

Dans l'optique de l'émission du 19 mars, Harris Interactive a réalisé **une enquête auprès d'un échantillon représentatif de Français afin de les interroger sur la qualité de la représentation politique en France** : les citoyens français font-ils confiance à leurs responsables politiques ? Quel regard portent-ils sur des mesures envisageables pour améliorer la représentation politique ? Estiment-ils que certains sujets dépassent le cadre parlementaire et nécessitent l'organisation d'un référendum ?

Cette enquête fait apparaître que les Français dressent un constat sévère de leurs représentants politiques, qu'ils appellent à un renouvellement accru du personnel et accueillent favorablement les hypothèses référendaires :

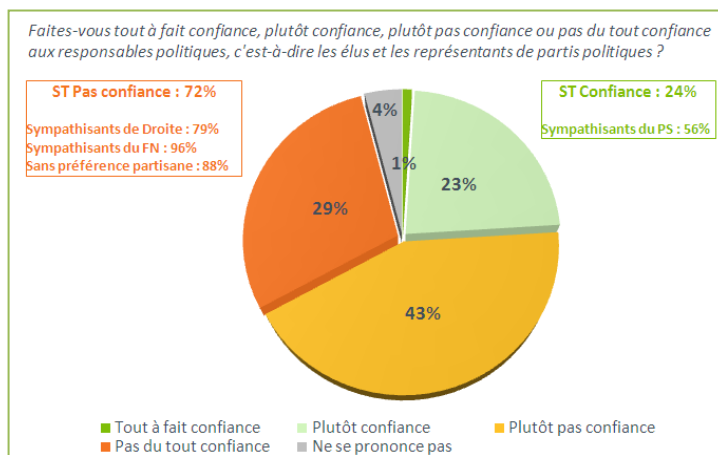
- **Seuls 24% des Français indiquent aujourd'hui faire confiance aux responsables politiques.** A l'inverse, **72% des Français déclarent ne pas leur faire confiance**, dont 29% « pas du tout confiance ». Le niveau de confiance des sympathisants du Parti Socialiste est bien supérieur à celui des sympathisants de Droite, et *a fortiori* de ceux du Front National, signe d'une assimilation des responsables politiques dans leur ensemble à la majorité gouvernementale.

- **Dans le cadre d'une réforme de modernisation de la représentation politique, les Français soutiennent avant tout des mesures visant à favoriser le renouvellement des responsables politiques**, en limitant d'une part le nombre de mandats consécutifs possibles ou d'autre part l'âge maximal pour pouvoir se présenter aux élections. **Les Français sollicitent également, mais dans une moindre mesure, des mesures permettant d'assurer une plus grande diversité du personnel politique, en termes de sexe et de parcours professionnels. Malgré tout, seule une miroité soutient la mise en place de quotas de candidats issus de la diversité dans le cadre des élections.** Globalement, les sympathisants de Gauche soutiennent davantage ces réformes potentielles que ceux de Droite.
- **Le recours au référendum est soutenu par les Français, tant sur des sujets relatifs à la modernisation de la vie politique que sur des sujets de société. En termes d'évolution sociétale, la modification des conditions d'autorisation de l'euthanasie est le sujet sur lequel les Français considèrent le recours au référendum comme le plus important (68%). D'autre part, parmi les évolutions institutionnelles présentées, « l'instauration du vote des étrangers aux élections locales » est le sujet qui justifierait le plus le recours au référendum selon les Français, 65% estimant qu'il serait important d'utiliser la voie référendaire dans le cadre d'une telle réforme.** Notons que les sympathisants de Droite privilégient plus que ceux de Gauche la voie référendaire dans le cadre des réformes présentées, signe probablement de leur défiance à l'égard de la majorité parlementaire.

Dans le détail :

Seul un Français sur quatre déclare aujourd'hui faire confiance aux responsables politiques, ces derniers étant en partie assimilés, par les personnes interrogées, à la majorité gouvernementale

Seuls 24% des Français indiquent aujourd'hui faire confiance aux responsables politiques, ceux-ci étant définis comme les élus et représentants de partis politiques. Soulignons que seulement 1% des Français va jusqu'à affirmer faire « tout à fait confiance » aux responsables politiques, quand 23% indiquent de façon plus nuancée leur faire « plutôt confiance ». A l'inverse, **72% des Français déclarent ne pas leur faire confiance**. Si ce manque de confiance ressort comme étant plutôt nuancé pour **43% d'entre eux, qui indiquent alors faire « plutôt pas confiance »** aux responsables politiques,



soignons que **près de trois Français sur dix adoptent une posture plus tranchée, 29% considérant en effet ne faire « pas du tout confiance »** aux élus et représentants de partis politiques.

Dans le détail, **ce niveau de confiance varie en fonction de la proximité partisane des**

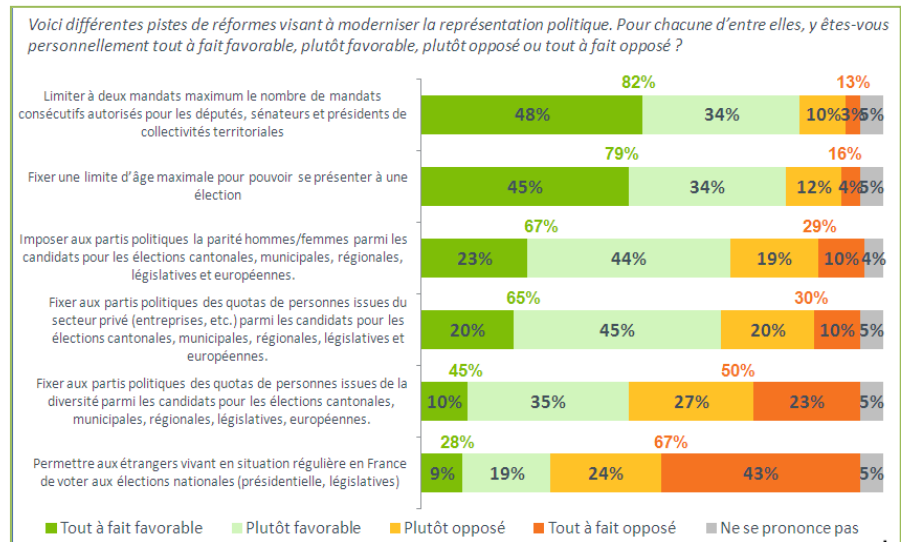
interviewés. En effet, les sympathisants du Parti Socialiste font preuve d'un niveau de confiance envers les responsables politiques bien supérieur à celui des sympathisants de Droite, et *a fortiori* de ceux du Front National (56% contre 20% et 4%), signe d'une **assimilation des responsables politiques dans leur ensemble aux responsables politiques de la majorité gouvernementale**.

Au-delà de ces nuances inhérentes à la proximité politique des interviewés, **le sexe, l'âge ainsi que la catégorie socioprofessionnelle ressortent également comme des facteurs différenciants**. Ainsi, les hommes se montrent plus confiants que les femmes à l'égard des responsables politiques (28% contre 21%), tout comme les jeunes âgés de 18 à 24 ans (35%, contre 24% en moyenne et 19% parmi les 35-49 ans), ainsi que les membres des catégories supérieures (32%, contre 17% parmi les CSP-).

Dans le cadre d'une réforme de modernisation de la représentation politique, les Français soutiennent avant tout des mesures visant à favoriser le renouvellement des responsables politiques

Interrogés sur les différentes pistes de réformes visant à moderniser la représentation politique, les Français privilégient les mesures visant à renforcer le renouvellement de la « classe » politique. Ainsi, la mesure retenant le plus leurs faveurs est la « **limitation à deux mandats maximum le nombre de mandats consécutifs autorisés**

pour les députés, sénateurs et présidents de collectivités territoriales », 82% d'entre eux indiquant y être favorables, dont près d'un sur deux (48%), tout à fait favorables. **79% se montrent ensuite favorables à la « fixation d'une limite d'âge maximale pour pouvoir se présenter à une élection »**, dont 45% tout à fait favorables.



Les Français soutiennent ensuite également majoritairement des mesures visant à diversifier le profil des responsables politiques. En effet, **67% se disent favorables à ce que soit « imposé aux partis politiques la parité hommes/femmes parmi les candidats pour les élections cantonales, municipales, régionales, législatives et européennes »**, dont près d'un quart (23%) qui y sont tout à fait favorables. Introduire davantage de diversité parmi les responsables politiques en « **fixant aux partis politiques des quotas de personnes issues du secteur privé (entreprises, etc.) parmi les candidats pour les élections municipales, régionales, législatives et européennes** » apparaît également comme une mesure souhaitable pour 65% de Français qui indiquent y être favorables (20% « tout à fait »). Soulignons malgré tout que ces deux pistes de réformes visant à introduire des quotas selon le sexe et le statut professionnel ne semblent pas souhaitables pour un Français sur trois, (respectivement 29% et 30%) qui indique alors y être opposé (dont 10% « tout à fait opposé »).

Une autre piste de réforme, visant également à introduire davantage de diversité parmi les responsables politiques à travers des quotas, suscite en revanche davantage d'opposition. En effet, **seule une minorité des Français soutient le fait de « fixer aux partis politiques des quotas de personnes issues de la diversité pour les**

candidats pour les élections municipales, régionales, législatives et européennes » (45%), quand un sur deux indique au contraire y être opposé (dont près d'un quart qui y est même « tout à fait opposé », 23%). Enfin, la réforme visant à élargir le socle électoral des responsables politiques en « **permettant aux étrangers vivant en situation régulière en France de voter aux élections nationales (présidentielles, législatives)** » suscite **l'opposition d'une majorité de Français**. 67% indiquent en effet être opposés à une telle mesure, dont 43% tout à fait. A l'inverse, elle recueille les faveurs de 28% d'entre eux.

En termes de proximité politique, **l'accent mis par François Hollande sur la modernisation de la vie politique au cours de son mandat, suite notamment aux travaux de la Commission Jospin, semble soutenu par les sympathisants de Gauche** qui se montrent majoritairement favorables aux différentes pistes de réformes testées. Soulignons que les **mesures visant à favoriser un plus fort renouvellement des responsables** politiques via la **limitation du nombre de mandats consécutifs** et la **fixation d'un âge maximal** pour pouvoir se présenter aux élections reçoivent également le soutien d'une large majorité de sympathisants de Droite (83% et 78%, soit respectivement seulement 3 et 6 points de moins que les sympathisants de Gauche).

En revanche, **les sympathisants de Droite, par rapport à ceux de Gauche, se montrent plus hostiles à ce que soit imposée la parité hommes/femmes et, plus encore, à ce que des quotas de personnes issues de la diversité soit instaurés ou qu'il soit permis aux personnes étrangères en situation régulière de voter aux élections nationales**. En effet si, **malgré tout, une majorité d'entre eux se dit favorable à ce qu'on impose aux partis politiques la parité hommes/femmes** (56% contre 81% parmi les sympathisants de Gauche), **seule une minorité soutient la fixation de quotas de personnes issues de la diversité** (29%, contre 64% des sympathisants de Gauche), **ainsi que le droit de vote aux étrangers en situation régulière aux élections nationales** (9%, contre 56% des sympathisants de Gauche).

Enfin, **parmi les mesures présentées, une seule bénéficie davantage du soutien des sympathisants de Droite que de ceux de Gauche**. En effet, 64% de ces derniers indiquent être favorables à **l'instauration de quotas de personnes issues du secteur privé** parmi les candidats aux élections, contre 70% des sympathisants de Droite.

Notons qu'outre ces considérations relatives à la préférence partisane des interviewés, l'âge notamment, ressort comme un facteur impactant la perception de ces pistes de réforme. **En effet, les plus jeunes, âgés de moins de 35 ans, se montrent moins favorables que l'ensemble des Français à ces réformes, sauf en ce qui**

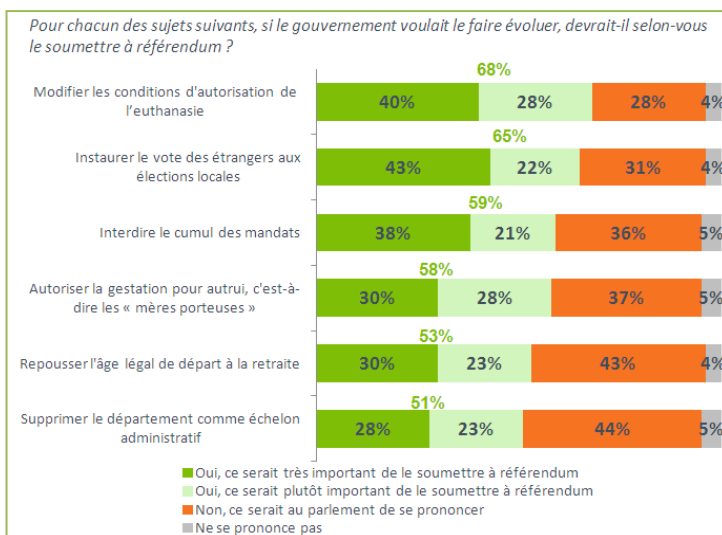
concerne le droit de vote des étrangers en situation régulière aux élections nationales, qu'ils soutiennent à hauteur de 43% pour les 18-24 ans et 35% pour les 25-34 ans contre 28% en moyenne.

Un recours au référendum soutenu par les Français, tant sur des sujets relatifs aux questions institutionnelles ou sociétales

Si dans le cadre de sa campagne électorale, François Hollande indiquait « ne pas être pas favorable à ce que l'on puisse, sur des sujets qui relèvent du Parlement, qui relèvent de débats qui doivent être maîtrisés, que l'on aille consulter le peuple dans n'importe quelle condition »¹, les Français jugent de leur coté important qu'on les consulte par référendum, et pas seulement dans le cadre d'un changement institutionnel majeur ou d'un transferts de souveraineté importants vers l'Europe, les deux sujets pour lesquels François Hollande estime que le recours au référendum peut être justifié.

En effet, interrogés sur l'opportunité de soumettre à référendum différents sujets, institutionnels ou sociétaux, que le Gouvernement pourrait être amené à faire évoluer, les Français estiment qu'il serait

important qu'ils soient consultés plutôt que ces évolutions ne soient présentées qu'au Parlement.



Parmi les évolutions sociétales présentées, le sujet sur lesquels les Français considèrent le recours au référendum comme le plus important est l'euthanasie. En effet, 68% d'entre eux estiment que si le Gouvernement souhaitait « modifier les conditions d'autorisation de l'euthanasie », il serait

important de recourir au referendum (dont 40% « très important »), quand 28% indiquent en revanche que ce serait au Parlement de se prononcer. 58% des Français considèrent ensuite qu'il serait important que

¹ Interview de François Hollande par Jean-Jacques Bourdin sur RMC, le mardi 14 février 2012 alors que, quelques semaines plus tard, Nicolas Sarkozy mobilisait – dans le cadre de sa campagne – des arguments favorables à développement de cette consultation des Français

« l'autorisation de la gestion pour autrui, c'est-à-dire les mères porteuses » soit soumise à référendum (dont 30% très important), 37% jugeant au contraire que cette évolution pourrait n'être soumise qu'à l'appréciation du Parlement. Enfin, toujours en termes d'évolutions sociétales, **une majorité de Français estime également que si le Gouvernement décidait de « repousser l'âge légal de départ à la retraite », il serait important qu'il ait recours au référendum (53%, dont 30% très important)**, 43% préférant que cette question soit présentée au Parlement.

En termes d'évolution de la vie politique, « l'instauration du vote des étrangers aux élections locales », constitue le sujet qui justifierait le plus le recours au référendum selon les Français, 65% estimant qu'il serait important de soumettre ce sujet à référendum (dont 43% très important), 31% indiquant au contraire que c'est le Parlement qu'il reviendrait de se prononcer². Si le Gouvernement décidait également « d'interdire le cumul des mandats », 59% des Français considèrent qu'il serait important qu'il soumette cette évolution à référendum (dont 38% très important), 36% préférant voir, sur ce sujet, le Parlement se prononcer. **Enfin, la « suppression du département comme échelon administratif », ressort comme l'évolution institutionnelle pour laquelle les Français se montrent les moins attachés à la mise en place d'un référendum**, 51% considérant que cela serait important (dont 28% très important), et 44% estimant que cela serait au Parlement de légiférer.

Dans le détail, **observons que les sympathisants de Droite sont plus nombreux que les sympathisants de Gauche à privilégier la solution référendaire sur chacun des dossiers évoqués, sans doute par défiance à l'égard de l'actuelle majorité parlementaire, sauf en ce qui concerne l'évolution qui pourrait conduire le Gouvernement à « repousser l'âge légal de départ à la retraite »**. En effet, sur ce sujet, 55% des sympathisants de Gauche considèrent qu'il serait important que le Gouvernement ait recours au référendum, contre 43% des sympathisants de Droite. **Soulignons également que sympathisants de Gauche et de Droite se distinguent principalement lorsqu'est abordée l'instauration du droit de vote des étrangers aux élections locales**, promesse de campagne de François Hollande aujourd'hui absente de la première mouture de la réforme constitutionnelle. En effet, seule une minorité des sympathisants de Gauche perçoivent ce sujet comme devant faire l'objet d'un référendum (48%), contre 77% de ceux de Droite.

² On a pu observer sur ce point – et depuis la mise en débat de cette thématique – une profonde évolution des Français qui autrefois majoritairement favorables à l'extension du droit de vote y sont aujourd'hui assez nettement opposés.

Si ces résultats peuvent être révélateurs de la défiance des sympathisants de Droite à l'égard de la majorité parlementaire, notons que plus globalement, **les Français indiquant ne pas avoir confiance dans les responsables politiques plébiscitent également davantage que l'ensemble des Français l'utilisation du référendum** dans le cadre d'une évolution législative sur chacun des sujets présentés.

Enfin, relevons que l'importance **accordée à ce que ces évolutions institutionnelles et sociétales soient ratifiées par référendum varie également selon l'âge, les plus jeunes privilégiant globalement davantage que l'ensemble des Français une ratification par le Parlement, mais également selon la catégorie socioprofessionnelle**, les membres des **catégories populaires** ayant quant à elles tendance à **accorder davantage d'importance à ce que ces évolutions, qu'elles soient sociétales ou institutionnelles, soient ratifiées par voie référendaire.**

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy – 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr